

## Questions orales

Le gouvernement peut-il expliquer pourquoi *Penthouse*, *Hustler*, *Playboy* et d'autres magazines de pornographie douce bénéficient de frais postaux subventionnés par les contribuables canadiens alors qu'un périodique religieux comme *Canada Lutheran* est privé d'une telle subvention?

**M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, le problème général évoqué par le député fait présentement l'objet d'une étude approfondie. Étant donné l'importance de la question, me permettra-t-il de la porter à l'attention du ministre afin qu'il puisse y répondre plus en détail à son retour la semaine prochaine?

**M. de Jong:** Monsieur le Président, cette réponse est absolument inacceptable. Par le truchement de la politique de Postes Canada, le gouvernement subventionne les magazines de pornographie douce tout en refusant le même privilège aux périodiques religieux.

ON DEMANDE QUE LE COMITÉ AILLE SIÉGER À DIFFÉRENTS ENDROITS À TRAVERS LE PAYS

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Le parti conservateur ne pourrait-il pas autoriser le comité parlementaire des Postes à voyager au Canada pour recueillir les critiques et les suggestions des Canadiens de manière à ce que nous puissions, par voie de consensus, élaborer un plan pour les Postes qui soit conforme aux besoins des Canadiens? Ces derniers ne souhaitent pas que des publications comme *Penthouse* et *Hustler* soient subventionnées tandis que les publications religieuses ne le sont pas. Les Canadiens ne veulent pas de superboîtes et ils s'opposent à la sous-traitance des services postaux en région rurale. Donnez au comité parlementaire l'autorisation de voyager.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire s'est engagé à répondre à la première partie de la question du député. Quant au deuxième volet, il existe un processus établi pour ce qui est des délibérations des comités.

**M. de Jong:** On les a baïllonnés. Ils ne se réuniront même pas.

**M. Mazankowski:** Les décisions sur ces questions se prennent au niveau du comité de direction. C'est là que sont examinées toutes les propositions émanant des membres des divers comités permanents. Si cette question lui tient à coeur, le député devrait intervenir à ce niveau.

\* \* \*

[Français]

## LES GARDERIES

ON DEMANDE QUELS FONDS SERONT CONSACRÉS AUX SERVICES DE GARDE DANS LE PROCHAIN BUDGET

**Mme Lucie Pépin (Outremont):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le prochain Budget qui sera déposé en février reflétera les vraies priorités du gouvernement actuel. J'aimerais donc que le ministre des

Finances nous dise si son Budget tiendra compte de l'urgence de la situation des services de garde et inclura un fonds spécial pour les garderies. Est-ce que les Canadiens et les Canadiennes peuvent s'attendre à de nouvelles sommes d'argent dans ce Budget pour répondre aux besoins pressants des services de garde?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la députée sait bien que je ne peux pas révéler la teneur éventuelle du budget. Je suis certain qu'elle est très consciente des efforts déployés par le premier ministre, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la ministre d'État à la Condition féminine. Nous consultons les provinces et les groupes du secteur privé pour essayer de mettre au point un programme national sur la garde des enfants. Ce travail est en cours.

[Français]

ON DEMANDE QUAND LE GOUVERNEMENT ACCORDERA LES FONDS NÉCESSAIRES À LA MISE SUR PIED D'UN SERVICE DE GARDE DE QUALITÉ

**Mme Lucie Pépin (Outremont):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la ministre de la Condition féminine.

Nous savons tous qu'il n'a fallu que quelques jours à la ministre pour voler au secours des banques en difficulté l'année dernière.

Alors, monsieur le Président, j'aimerais que la ministre nous dise pendant combien de temps encore les familles canadiennes devront attendre les fonds nécessaires à la mise sur pied d'un service de garde de qualité.

[Traduction]

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)):** Monsieur le Président, le gouvernement, particulièrement le premier ministre, s'est engagé à promouvoir activement les services de garderies. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré qu'une décision sera prise d'ici le mois de juin. Après 25 ans d'inertie totale de la part du gouvernement précédent, c'est un effort louable.

\* \* \*

## L'IMMIGRATION

LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE À LA TÉLÉVISION

**M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je voudrais adresser ma question au vice-premier ministre. Hier le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a rejeté ma demande et celle de deux autres députés visant à lui faire rétracter une remarque extrêmement insultante selon laquelle sa région n'a pas été touchée par l'immigration et est demeurée pure au plan démographique et culturel. J'ai lu le hansard soigneusement sur votre conseil, monsieur le Président, et j'ai constaté que le ministre n'avait pas suivi votre conseil ni celui du vice-premier ministre en montrant qu'il comprenait bien la place qu'occupe sa région dans la réalité canadienne.